

NOTE
A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Est-ce que « ça va mieux » pour les Français ?

1. La réponse est plus engageante que ne le disent les commentaires :

- Interrogés non pas globalement mais par catégorie (la croissance, la sécurité, l'image de la France dans le monde, ...), **1/4 des Français pensent que « quelque chose » va mieux** (au moins 1 item), ce qui n'est pas négligeable, et **56% des électeurs FH2012**.
- Dans le détail, **l'amélioration la plus reconnue est « la croissance », deux fois plus que « l'emploi ».**

La défiance envers les statistiques de l'emploi joue beaucoup (sera crue une baisse du chômage suffisamment significative pour que son ampleur dépasse la possibilité d'une manipulation) alors que **la croissance renvoie à un « environnement » qui semble bien progressivement se dégager**. Les JT nous aident en portant depuis plusieurs semaines un discours nettement plus optimiste, qui ne nous est pas directement imputé (c'est la chronique d'une reprise secteur par secteur – automobile, bâtiment, ... – qui est faite), mais ne rend cette amélioration que plus crédible.

Cette dissociation que fait l'opinion entre environnement économique et emploi peut aider à temporiser : ça va mieux, il faut maintenant que les entreprises embauchent.

On retrouve cet écart dans d'autres mesures : près d'un Français sur deux (45%) et 72% des sympathisants de gauche pensent que « *l'économie redémarre* » (formulation large) même s'ils ne croient pas à ce stade (massivement : 78%) aux derniers chiffres du chômage.

- **« L'image de la France dans le monde » est le second item le plus cité** comme « allant mieux », cohérent avec le bilan international peu critiqué.
- **« La sécurité » obtient un score plus faible** (point de vigilance).
- **« L'éducation nationale » arrive en queue de liste**. La reprise du bilan sur ce sujet pourrait être poursuivie dans le temps – les Assises de la refondation de l'école ont été peu perçues. Y'a-t-il des interviews dans des revues ou canaux spécialisés à mobiliser ? Où cliver et provoquer un débat avec les projets d'A. Juppé et N. Sarkozy sans paraître minorer le besoin d'autorité et de fondamentaux ?

2. Le temps de la redistribution ?

- Le terme « redistribution » continue à crisper – visible dans les verbatims – car il **renvoie à l'idée d'un « circuit fermé »**. Or si le rejet fiscal a nettement baissé ces derniers mois, les gens restent très échaudés et méfiants quant à de nouvelles ponctions plus ou moins masquées qui les toucheraient pour financer des gestes à d'autres.

Ils ont en revanche beaucoup moins de problème avec l'idée de « répartition » d'un bénéfice, celui de l'amélioration qui s'annonce : 70% jugent ainsi « *justifiée* » l'augmentation de 800€ des professeurs des écoles ; 61% se montraient favorables à la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires ; 75% soutenaient les mesures en faveur des jeunes ; ...

- **Deux limites cependant :**

- **L'effet de paquet** : si, mesure par mesure, ces gestes sont approuvés, ils le sont nettement moins pris en bloc (l'approbation tombe à 40% ; 60% jugeant l'ensemble trop couteux et politicien).

D'où l'importance dans les prises de parole **d'en parler le plus possible catégorie par catégorie** (il est difficile d'être contre aider les profs, les jeunes, les agriculteurs, ...) **et avec des arguments spécifiques à chacun** – ce qui éloigne d'un geste d'ensemble en vue des élections.

- **La crédibilité sur les déficits** : lorsqu'est mise en balance la possibilité que cela fasse augmenter les déficits, l'approbation s'effondre pareillement (près des 2/3 de rejet).

Il s'agit bien, pour les Français, de soutenir l'allègement progressif d'un effort qui ne serait plus nécessaire car ayant porté ses fruits – **en commençant par soulager les plus vulnérables** (les jeunes), **ceux dont on sait qu'ils étaient sous-valorisés** au regard de leur fonction (les instituteurs), qui traversent une crise importante (les agriculteurs), ou dont le salaire était gelé depuis très longtemps (les fonctionnaires), ... – et non pas de rouvrir des vannes tant que le redressement ne serait pas terminé.

Adrien ABECASSIS